

# ANARCHO SYNDICALISME !

ISSN 1240-0009  
CCPAP 0921 S89086

**BIG DATA vous surveille, pour votre bien les enfants...**

## **Edito**

- La t rroisation démocratique

## **Brèves**

- Que se passe-t-il à pôle emploi ?

## **Société**

- La communauté contre  
l'Association

## **Politique**

- Quand l'armée rêve de putsch...

- Le moralisme antifasciste

- COVID 19 et bisounours

- Nous ne voulons pas de leur  
meilleur des Mondes...

- Au mas Soubeyran, l'esprit de  
résistance a disparu

- Le Pourisien libéré - 18 août  
2022

## **Monde du travail**

- Billet d'humeur d'une assistante  
sociale hospitalière

## **Courrier des lecteurs**

- Contraindre faute de pouvoir  
convaincre...

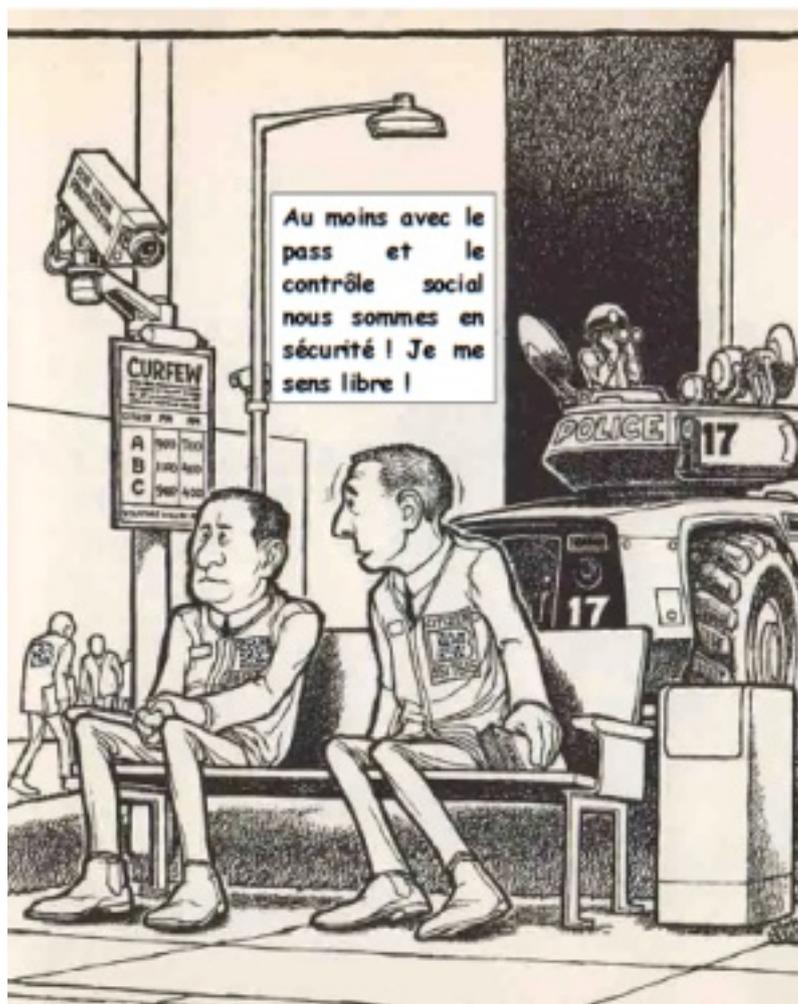
- Ecologie à deux vitesses

## **International**

- La position de l'organisation  
ADEHUT (Al-Wehdah) sur la lutte  
Palestinienne

- Colombie : entretien avec  
l'ULET-AIT

- Espagne 1936, Ethiopie 2021 : la  
lutte contre le fascisme continue...



2 EUROS /// N 173  
SEP - OCT 2021

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

# La terrorisation démocratique

**L**a peur est mauvaise conseillère ; les Français feraient bien de méditer ce vieil adage. Depuis que la Covid est entrée dans leurs vies, ils vivent, tant bien que mal dans un état de sidération absolument ... sidérant ! Les médias, les politiques, les responsables sanitaires les abreuvent jour après jour, heure après heure d'informations catastrophiques, de messages plus alarmistes les uns que les autres tant et si bien qu'une grande partie de la population vit dans l'angoisse, voire même est terrorisée. L'état, toujours opportuniste nous sort le grand jeu pour apparaître comme un sauveur, comme l'ultime recours et c'est fort de cette confiance facilement acquise que nos gouvernants, sous prétexte de protéger notre santé, pour notre bien à tous légifèrent à tout va. Peu importe si nombre de leurs décisions se contredisent, paraissent non fondées et si les mesures imposées sont vécues par une partie de la population comme des sanctions aussi injustes qu'inutiles. La majorité des citoyens, bon gré mal gré, suivent les consignes imposées, car quand le bateau coule, on ne regarde pas la couleur des bouées de sauvetage. Il ne faut donc pas s'étonner si après 18 mois de pandémie Covid, les sondages affirment que 74 % des Français approuvent l'instauration du pass-sanitaire. Le gouvernement pour vendre cette mesure affirme qu'il s'agit d'un instrument provisoire, exceptionnel, rendu absolument nécessaire par la violence de la pandémie, mais nous avons tous compris qu'il s'agissait par ce biais de faire assumer par la population une décision qui pourtant devrait revenir à l'État.

En réalité, les choses sont un peu plus compliquées. Une simple analyse montre que le pass sanitaire est bien plus qu'une simple mesure de coercition. Outre qu'il divise la population en deux camps opposés, sans motif sanitaire fondé (les gens qui ne veulent pas présenter leur pass pour entrer dans un lieu public ne sont pas des malades qui nécessitent l'isolement ...), il induit une coercition collective insupportable : le rôle du pass n'est pas tant de contrôler les individus que le corps social, en traçant les contacts des individus entre eux, de façon à établir la carte (le « mapping ») sociale de chacun, savoir qui contacte qui, quand et où, de façon à pouvoir suivre le réseau social de chaque individu et l'interdire le cas échéant. Big Brother en rêvait, la technologie actuelle le fait !

Bien sûr, cette atteinte aux libertés individuelles et sociales (et notamment la liberté de réunion) est faite au nom du « bien de la communauté ».

Or nombre d'exemples montrent que lorsque ça l'arrange, l'état fait passer des intérêts particuliers avant la santé et le bien être des citoyens. Ainsi, il a fallu malgré les témoignages, les études et les preuves scientifiques attendre plus de 70 ans pour que l'État français se décide à interdire l'amiante, cause de centaines de milliers de morts. Ce n'est que très récemment que l'état a entrepris des campagnes pour lutter contre les méfaits du tabagisme, un fléau responsable chaque année de la mort de dizaines de milliers de personnes. Lorsqu'il a s'agit de tester les armes atomiques à Mururoa, peu importait au gouvernement d'alors la santé des Polynésiens On pourrait accumuler les exemples. L'état ne se préoccupe de la santé et du bien être des populations que lorsque ça l'arrange.

À l'inverse, nombre d'exemples prouvent que les citoyens sont responsables et font preuves à partir de l'instant où les choses sont bien expliquées de solidarité et de sens civique. Ainsi il n'a jamais été nécessaire malgré que les besoins soient importants de recourir à la coercition en matière de dons de sang, etc. Chaque fois que nécessaire les gens offrent gratuitement leur sang pour sauver des vies. Si aucun gouvernement français depuis que la transfusion sanguine existe n'a jamais pensé à légiférer pour rendre le don de sang obligatoire, c'est parce que chacun est propriétaire de son sang et qu'en rendant la chose obligatoire, l'état se mettrait en position de voleur. Si donc, le gouvernement Macron, a décidé d'imposer un pass-sanitaire, c'est qu'il poursuit un autre but que la protection de notre santé.

Toute mesure gouvernementale coercitive implique un arsenal de sanctions et des moyens de contrôle. Le QR code déjà utilisé dans certains pays moins démocratiques est un moyen de contrôle très efficace de la société. Grâce à la puissance

## ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT , 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse  
contact@cntaitoulouse.lautre.net

## ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

abonnement@cntaitoulouse.lautre.net

## POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.  
N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

## REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE  
PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 173 / SEP - OCT 2021 / cntaitoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle de la CNT-AIT Grand Sud  
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 03 Septembre 2021 sur les presses  
d'Axion-Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond

Nicole

Diffusez Anarchosyndicalisme!  
Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Pour tout problème d'abonnement:

abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme! est le journal de la CNT AIT Toulouse. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblés par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs. il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:

Anarchosyndicalisme!  
7, rue St Remesy, 31000  
Toulouse

tel: 05.61.52.86.48  
permanence tout les  
samedi de 17 H à 19 H

facebook:

@cnt.ait.toulouse  
@chats.noirs.turbulents (Paris)  
@cntaitredon (Bretagne)  
@initiativecntait03 (Allier)

twitter:

@cntaittoulouse  
@CNTAIT (Paris)

page et profil adresse mail de  
S.I.A

solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com  
SIA-toulouse@riseup.net

facebook.com/solidariteinternationaleantifasciste.toulouse.1  
facebook.com/Solidarite-Internationale-Antifasciste-Toulouse

de calcul des ordinateurs modernes, associé aux instruments biométriques modernes, il permet de surveiller en temps réel et en permanence l'ensemble de la population d'un pays. La pandémie actuelle fournit un alibi facile au gouvernement pour mettre en place cet outil, le tester, le perfectionner et surtout accoutumer la population à son emploi. Il y a quelques décennies, lors de la mise en place des premières caméras de vidéo surveillance, les gens râlaient, des opposants protestaient et manifestaient. Aujourd'hui les caméras font partie de notre vie quotidienne, pourtant elles violent en permanence notre intimité. Laurent Wauquiez en Région Rhône Alpes veut mettre en place la reconnaissance faciale ... Quand les plans Vigi-pirates ont été mis en place, le gouvernement d'alors nous jurait que c'était provisoire. Tout le monde s'accordait alors pour dénoncer le caractère liberticide de ces mesures. Quelques décennies ont passé, les mesures antiterroristes sont toujours en place, pire, elles ont été renforcées et nous avons pris l'habitude d'être contrôlés, surveillés, écoutés, etc. En bref, nous vivons avec ... Le gouvernement, les médias nous répètent que nous sommes libres, que nous vivons en démocratie. En fait nous sommes comme volontairement soumis.

## Que se passe-t-il à Pole Emploi ?

Lundi, une collègue m'interpelle pour discuter en toute confidentialité. Elle me raconte que plusieurs conseillers l'ont désigné comme une « employée ne radiant pas assez de demandeurs d'emploi ».

Nous avions déjà les conseillers chargés de contrôler les demandeurs en recherche d'emploi, à présent nous avons des conseillers à l'emploi qui demandent à ce que les radiations de demandeurs soient effectuées et qui désignent les conseillers coupables de n'avoir pas effectués assez de radiations.

Pourtant, notre métier n'est pas de radier, mais d'accompagner les demandeurs d'emploi et donc de comprendre pourquoi parmi eux certains refusent des propositions, des ateliers, des rendez-vous. Nous devons engager la discussion pour comprendre.

Je dois préciser que parfois des rendez-vous, des ateliers sont prescrits sans l'accord du demandeur d'emploi alors que celui-ci est normalement obligatoire.

Un demandeur d'emploi, un chômeur radié, c'est une personne qui se retrouve sans aucune ressource, sans indemnité chômage, sans RSA.

Nous ne pouvons être complice.

La soumission de certains conseillers est sans limites puisque certains se font les porte-paroles des petits chefs en allant à leur place dans les bureaux des conseillers pour les enjoindre de prescrire encore plus, parfois même en notant les consignes sur des imprimés.

Il faut savoir que tout chômeur effectuant un atelier de plus d'un mois ou bénéficiant d'un accompagnement par un prestataire privé est automatiquement sorti des listes de chômeur de la catégorie 1. Le but de tout cela est donc de faire baisser les chiffres du chômage.

Réveillons-nous ! Le gouvernement veut que les chiffres du chômage baissent à n'importe quel prix. Nous, conseillers de Pole Emploi, nous ne sommes pas là pour répondre à cette injonction !

Nous ne deviendrons pas les sbires de ceux qui jettent dans la misère des individus qui nous ressemblent.

SOLIDARITÉ

# La Communauté contre l'Association

**O**n a beau être un athée convaincu, un critique de toutes les religions et se moquer de tous leurs prosélytes, on se doit de reconnaître qu'on trouve parfois dans leurs vieux mythes fondateurs des métaphores, très éclairantes malgré le temps écoulé, sur la période actuelle.

Ainsi par exemple un texte de la Genèse, inspiré de mythologies païennes nous raconte l'histoire d'un projet de construction qui a mal tourné, celui de la tour de Babel. A cette époque nous dit la genèse ( 9,11 ), les hommes vivaient ensemble, apparemment en bonne entente, ils parlaient tous la même langue. Un beau jour, ils décidèrent de construire une grande tour qui monterait jusqu'au ciel et ils entreprirent sa construction. Dieu les vit et en prit ombrage. « Allons, dit-il, descendons et brouillons leur langue, qu'ils ne s'entendent plus les uns avec les autres ». Dès lors incapables de travailler ensemble, les hommes furent contraints d'abandonner leur chantier et nous dit la Bible devenus étrangers les uns aux autres, ils se dispersèrent sur toute la Terre.

La légende biblique nous explique donc que la divinité jalouse, véritablement ennemie des hommes, pour limiter leur puissance a entrepris de faire échouer le projet imaginé et mis en œuvre par un collectif d'individus associés, en divisant et fragmentant leur association en une multitude de communautés linguistiques, toutes différentes, incapables de s'entendre, à terme ennemies.

Le texte biblique écrit il y a plus de 30 siècles explique ainsi la réalité géopolitique du monde de cette époque, divisé en une multitude de communautés parlant des langues différentes, opposées les unes aux autres, dispersées sur toute la terre, confrontant leur puissance par la guerre ou en temps de paix par d'autres moyens. On ne peut que constater que depuis, rien n'a changé : c'est à croire que tous les pouvoirs humains se sont inspirés de cette légende et l'ont mis à profit pour conforter leur domination. Diviser pour mieux régner, créer des fractions rivales, des communautés opposées dans les populations dominées et dresser ces groupes les uns contre les autres est un des principes fondamentaux de l'art de gouverner.

Au cours des siècles, on a vu ainsi les sociétés humaines se diviser pour des considérations ou des motifs aussi multiples que variés. Que ces raisons ( déraisonnables ) soient religieuses, ethniques, raciales, historiques, culturelles ou autres, elles sont considérées par les membres de chaque communauté comme des valeurs essentielles, constitutives de leur identité et ce sont elles qui assurent l'homogénéité et la résilience de ces communautés. Ce sont elles qui font de chacune de ces sociétés un ensemble cohérent, différent et séparé de tous les autres, et parce que ces communautés tiennent plus que tout à cultiver leurs valeurs et à préserver leurs différences, elles sont en permanence confrontées au reste de l'humanité et n'ont d'autres solutions pour durer que d'accroître leur puissance.

Dans le courant du vingtième siècle des penseurs se sont attachés à montrer que les sociétés humaines discriminaient au nom des valeurs qui leur sont propres, qui font leur identité les individus qui par leurs croyances, leurs caractères physiques, leur genre, leur sexualité etc. se distinguaient des autres, étaient particuliers, ne correspondaient pas à la norme imposée par la religion, la tradition, la coutume, les institutions.

Dans la foulée de ces travaux, ces personnes pour défendre leurs droits, pour faire entendre leurs voix ont choisi de se regrouper et de se revendiquer comme membre d'une communauté particulière. En peu de temps une multitude de communautés se sont déclarées dans l'espace public : handicapés, homosexuels, LGBT, hétérosexuels, femmes, etc... chacune avec ses revendications propres, chacune s'exprimant plus fort que les autres, chacune dans les faits en lutte avec toutes les autres car les revendications de ces communautés loin de se rejoindre sont souvent antagonistes, opposées.

Tant et si bien qu'on pourrait avoir l'impression que la société des humains est aujourd'hui constituée d'une multitude de communautés ayant chacune ses préoccupations propres, chacune uniquement occupée à faire triompher ses revendications dans le champ public avec au-dessus de toutes ces communautés, l'état qui règne en maître et joue de ces oppositions. Communautés nationales, communautés religieuses, communautés raciales ou ethniques, communautés de genre, communautés sexuelles et autres chacun de ces

groupements humains pour exister mythifie ses valeurs, cherche à faire valoir ses singularités. Mais si ses valeurs sont les signes qui unissent les membres de chaque communauté, elles sont aussi celles qui les distinguent voire les opposent au reste des humains et ils en viennent logiquement à considérer ces valeurs comme supérieures, transcendantes et à penser leur communauté éternelle.

A force de ne plus considérer que les caractères de leur communauté pour caractériser leur identité, ils finissent par oublier qu'ils sont d'abord des humains. Toute communauté pose donc comme fondement de son existence une véritable inversion des valeurs : pour reprendre la métaphore biblique, un constructeur de la tour ne voyait travaillant avec lui que des êtres humains ; après la dispersion, il va distinguer les individus selon qu'ils appartiennent ou pas à sa communauté. Le souci communautaire est devenu son premier réflexe et sa principale préoccupation et tous ceux qui ne sont pas membres de sa communauté sont vus comme des étrangers et ont de ce fait droit à un traitement particulier, défini par la coutume.

On peut donc dire que la constitution de communautés uniquement réservées à certaines catégories de personnes et centrées sur leurs problématiques n'aboutit au final, qu'à engendrer la guerre de tous contre tous et à la perpétuation indéfinie des inégalités et des injustices avec au-dessus de la mêlée, l'état semblable au dieu de la Genèse qui veille à ce que, fondamentalement rien ne change. Depuis des siècles, les guerres entre communautés nationales, entre

**L'association est tuée par la communauté, la communauté est donc l'ennemie de l'association**

communautés religieuses, entre communautés ethniques, raciales, culturelles ... ne cessent d'empoisonner l'histoire de l'humanité et au motif de défendre leur communauté, les populations sont amenées à s'entre détruire et à commettre des crimes effroyables.

Mythifiées, sacralisées, par des dirigeants habiles pour leur plus grand profit, ces valeurs transcendantes deviennent les idoles devant lesquelles les populations aliénées et fanatisées abdiquent leur esprit critique et sacrifient leur liberté. La communauté impose à chaque individu ses valeurs et ses oukases, refuser d'y obéir, c'est se condamner à l'exclusion de la communauté. C'est le cœur joyeux et en chantant que les populations soumises partent au combat pour défendre les valeurs et l'honneur de leur communauté ; face à eux, des membres d'une communauté ennemie, d'autres êtres humains, leurs frères et sœurs, exploités comme eux, dominés comme eux. Dans ces moments, la passion guerrière, la haine de la communauté adverse est si forte qu'elle emporte tout, toute communication devient impossible ; tous les liens qui existaient se dissolvent, toutes les associations établies dans un but précis entre membres de communautés différentes s'effondrent. Et c'est bien cette situation que nous décrit la Genèse, la volonté divine (salopard de dieu) de diviser les hommes en leur donnant des langues diverses, fait échouer leur projet et par là même dissout leur association.

L'association est tuée par la communauté, la communauté est donc l'ennemie de l'association. C'est qu'en effet les valeurs de l'association sont totalement antagonistes avec celles de la communauté. La seconde impose à chacun de ses membres ses valeurs, elle les aliène, elle les soumet au nom de sa transcendance, l'association au contraire est un projet d'êtres humains qui élaborent et décident ensemble, qui choisissent de vivre et construire ensemble. Rien de transcendant dans sa nature ou dans les buts poursuivis, et elle ne prétend pas à l'éternité.

Ainsi l'Association Internationale des Travailleurs réunit tous ceux qui pensent que la liberté et l'égalité sont les valeurs essentielles et en conséquence veulent abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et donc tous les systèmes qui perpétuent l'oppression et la domination. La construction d'une société réellement démocratique et égalitaire est l'objectif ultime que se fixent les personnes qui librement, d'un commun accord associent leurs efforts dans l'A.I.T. ; rien de transcendant dans cet objectif, uniquement la volonté de rendre ce monde plus humain, plus juste, moins violent et si parce que le monde réel est divisé de fait en une multitude de communautés nationales parlant des langues différentes, ils sont obligés de se regrouper en sections locales, ils cherchent à dépasser les contraintes linguistiques imposées par l'histoire en favorisant l'usage de la langue internationale espéranto.

Contrairement à ce que l'on entend parfois, le docteur Zamenhof, inventeur de l'espéranto n'a jamais prétendu remplacer les langues, dialectes ou patois existants par centaines sur la planète mais plutôt de mettre à la disposition des populations une langue facile à apprendre, simple d'utilisation permettant à tous de se comprendre

et de formuler des concepts même très complexes. Pour les membres des associations espérantistes, nulle volonté donc d'imposer leur langue, mais simplement le désir mettre à la disposition des personnes parlant des langues différentes un outil pour leur permettre de communiquer sans intermédiaire. Et de la même manière que les espérantistes ne cherchent pas à abolir la diversité des langues existantes mais simplement à permettre aux personnes de communiquer entre elles par-dessus les barrières linguistiques, les militants de l'AIT ne cherchent pas à diminuer l'extraordinaire diversité qui caractérise l'humanité.

La génétique nous le dit, chaque être humain est en soi une race à lui seul tant il se distingue de tous les autres (les jumeaux homozygotes constituent une exception puisqu'ils sont génétiquement rigoureusement identiques), et de même chaque être humain possède sa manière propre d'appréhender le réel, chaque être humain se distingue de tous les autres dans sa façon d'appréhender les autres, la nature, la culture, chaque être humain possède sa propre histoire etc.

Les militants anarchosindicalistes cherchent donc, fort de ces évidences, à détruire les frontières totalement artificielles que des millénaires de propagande religieuse ou étatique, jusqu'aux thèses actuelles du Post-modernisme, ont instauré entre les individus en divisant l'humanité en communautés centrées sur quelques points spéciaux, répandant l'idée qu'il existerait entre elles des différences essentielles et irréductibles.

**Ce n'est que par l'association des individus libres et émancipés que nous pourrions construire un monde libéré, constitué d'individus qui quelles que soient leurs origines, leurs cultures, leurs langues, leurs handicaps seront regardés comme leurs égaux par tous.**



## Quand l'armée rêve de putsch, il y a comme une odeur de kaki dans l'air

**L**e 21 avril dernier, une vingtaine de généraux, des dizaines d'officiers supérieurs et quelques centaines de militaires plus ou moins gradés, tous à la « retraite » font paraître dans « Valeurs actuelles », le journal de la droite extrême, une tribune dans laquelle ils conseillent vivement au gouvernement de se montrer plus ferme avec les ennemis intérieurs de la France, sans quoi ils se disent prêts à intervenir pour mettre fin à la guerre civile qui, selon eux, menace d'éclater à tout moment.

Le 11 mai une seconde tribune de militaires anonymes concoctée cette fois par des officiers d'active met en demeure le gouvernement de mettre un terme à cette fameuse « guerre civile qui couve » sinon disent ils, ses membres ne sont rien moins que des « lâches, fourbes et pervers ».

On aurait tort de plaisanter à la lecture de ces deux textes dont on pressent que les auteurs sont infiniment plus habiles dans le maniement des armes que dans celui de la plume ; ces « braves » gens ne rigolent pas du tout et sont manifestement extrêmement « vénères », la volonté d'en découdre et de trucider du « rouge » transparaît à chaque ligne.

Le 19 mai enfin, la flicaille vient hurler sa colère devant l'Assemblée Nationale aux cris de « le problème de la police, c'est la Justice » mettant ainsi en cause la séparation des pouvoirs, fondement de la démocratie, que les forces de l'ordre sont censées protéger. ( parmi les soutiens aux « pauvres policiers » en colère, on notait la présence d'Olivier Faure, patron du P.S., de Yannick Jadot, leader des Verts, et de Fabien Roussel, secrétaire général du P.C.F. , grand ami de l'ordre et

défenseur du « brave Staline ». Également présent à cette manifestation, le ministre de l'intérieur en personne!!! ).

La succession de ces trois événements n'a pas provoqué d'émoi particulier dans la population, non plus que dans les sphères gouvernementales ou médiatiques. Bien sûr, on en a causé un peu, mais pas trop, et on a vaguement parlé de sanctionner, les militaires en cause, puis l'affaire a été rapidement passée à la trappe.

Pourtant, ce clairon qui sonne la charge et qui invite « les ennemis de la France » à trembler devrait à tout le moins alerter sinon alarmer. Ces menaces d'intervention de l'armée ou du moins d'une fraction de l'armée sont d'une gravité extrême et méritent qu'on s'y attarde. Il ne s'agit pas d'une énième crise de l'armée ou d'un coup de gueule épisodique et récurrent de la soldatesque. Ces rodomontades, ces injonctions, ces menaces sont tout à fait inhabituelles et inquiétantes. La date de parution de la tribune n'est évidemment pas fortuite puisqu'elle fait référence au 21 avril 1961, début du putsch d'Alger dont le but était clairement de s'emparer du pouvoir en lançant les régiments parachutistes sur Paris. Pour les généraux factieux de l'époque il était hors de question de laisser l'Algérie accéder à

l'indépendance : l'opération a capoté en grande partie du fait de l'opposition des appelés du contingent, mais l'échec du putsch a contribué à alimenter la volonté revancharde d'une organisation terroriste fasciste, l'O.A.S. qui s'est particulièrement illustrée par ses attentats meurtriers au cours de ces années 60 en France et en Algérie.

Alors que depuis 60 ans, l'armée a scrupuleusement respecté son devoir de réserve, se référer en 2021 très explicitement aux putschistes du 21 avril 1961 témoigne du degré de radicalisation droitiste et fascisante d'une fraction des militaires ; il est vraisemblable que cette fraction est déjà organisée et qu'elle attend avec impatience et sans doute une certaine naïveté politique, l'occasion de montrer son savoir-faire et sa conception du maintien de l'ordre, à n'en pas douter plus expéditive que celle de la police ( bien que les méthodes policières soient devenues beaucoup plus violentes sous le règne d'Emmanuel Ier ).

Même si la probabilité d'une tentative de putsch militaire semble faible dans la France d'aujourd'hui, même si ces tribunes fascisantes voient le jour dans un contexte électoral particulier ( prégnance des

**La date de parution de la tribune n'est évidemment pas fortuite puisqu'elle fait référence au 21 avril 1961, début du putsch d'Alger dont le but était clairement de s'emparer du pouvoir en lançant les régiments parachutistes sur Paris**

d'extrême droite dans la société ), on peut quand même s'interroger sur la récurrence dans l'espace public du concept de « guerre civile », sur son instrumentalisation, sa banalisation et finalement sur sa lente et insidieuse fabrication.

Une guerre civile, c'est bien connu, ça se prépare à l'avance par une intense campagne de propagande qui vise à persuader une partie de la population que « les autres » n'ont

qu'une idée en tête : les massacrer. Il convient donc pour survivre de prendre les devants et de commencer à se défendre avant que d'être complètement laminé : c'est le scénario qui a prévalu en Yougoslavie, au Rwanda et ailleurs.

Nous sommes en France loin de ces contextes de tension, mais pour autant la pandémie, les états d'urgence sanitaire et anti-terroriste ont incontestablement plongés la population dans un état de quasi-sidération : la suppression de nombre de libertés élémentaires n'a pas suscité de grands mouvements de résistance, les licenciements massifs, la promulgation de lois liberticides et « anti-sociales » n'ont pas provoqués non plus de « riposte ouvrière ».

Alors que, le pouvoir fait chaque jour preuve d'une fermeté et d'une capacité répressive rarement atteinte dans le passé récent, une bonne partie de l'opinion publique réclame encore plus d'autorité et, cerise sur le gâteau, les forces de l'ordre et une fraction de l'armée contestent ouvertement leur hiérarchie et menacent d'intervenir pour rétablir la « paix civile ». Sans faire preuve d'un pessimisme excessif, on peut donc considérer que nous vivons des temps dangereux. A la bataille des idées, à l'affrontement idéologique, à la violence verbale succèdent souvent des affrontements sanglants.

Or force est de constater que sur ce terrain, même dotée d'idées extrêmement courtes, réductrices et simplissimes, l'extrême-droite impose chaque jour un peu plus son credo sécuritaire et identitaire.

La gauche empêtrée dans ses contradictions sociales-libérales ne sait plus où elle habite, l'extrême-gauche cherche un nouveau souffle dans la défense de minorités toujours plus nombreuses rangeant au placard le concept de la lutte des classes.

On doit donc se poser des questions : à qui profite le crime ?

La rédaction de ces tribunes de militaires rebelles aurait elle été encouragée en sous-main par le pouvoir macronien afin que ce dernier apparaisse comme le seul rempart possible contre la soldatesque en furie ? Marine Le Pen qui s'est empressée d'apporter son soutien aux soldats en colère souhaite-t-elle reconquérir son aile droite qui supporte mal son discours pseudo-social ? Toutes les manipulations, toutes les instrumentalisation sont envisageables, il n'en reste pas moins que ces gens fortement haineux sont bien réels et que leurs menaces ne relèvent pas de la pure fantasmagorie.

D'après le général Bentegeat, ex chef d'état major des armées, il y aurait en France environ 2000 généraux à la retraite ; une vingtaine seulement ont signé la fameuse tribune : interrogé sur France Culture, ce chef des armées cherchait manifestement à minimiser la portée de l'événement, à en atténuer la gravité.

Historiquement, l'extrême-droite est bien souvent parvenue tout à fait légalement au pouvoir (Hitler, Mussolini entre autres).

Cette « irrésistible ascension légale » s'est toutefois toujours accompagnée d'une utilisation de la violence de rue, comme moyen de pression pour valider la prétention de la droite radicale à être seule capable d'assurer la « paix civile ». C'est dans cette optique qu'il faut

peut être interpréter ces velléités de putsch : une réaffirmation que seules l'extrême-droite et l'armée sont en mesure de garantir l'ordre, la paix et la sécurité des citoyens.

Rappelons enfin cette évidence : la guerre civile n'est jamais en fait qu'une guerre de l'armée contre les civils.

Dans sa marche vers le pouvoir, le fascisme s'est toujours appuyé sur deux pieds : le premier est légal et démocratique, le second est extra-légal et violent.

Avec cette entrée en scène d'une fraction de l'armée ( 40 % des militaires voteraient RN ) on assiste à un phénomène nouveau, ( en tout cas inédit depuis 60 ans ) qui témoigne de la montée en puissance de la réaction . On aurait tort d'en sous-estimer l'importance.



## Le moralisme antifasciste

**I**l y a trois ans nous avons pu constater le mépris des politiques, militants et sympathisants de gauche, des partis politiques comme le P.S, EELV, ou bien du PCF, envers les Gilets Jaunes. Nous avons eu droit à des mises en garde, des « houlala, attention c'est confus y a des fachos parmi eux... » et certains d'entre eux ne se sont pas gênés pour donner la leçon, quand ils ne traitaient pas ouvertement les GJ de fasciste.

Or, les chefs de ces partis politiques ont pourtant manifesté le 19 Mai 2021, à l'appel du syndicat policier Alliance, qu'on peut difficilement suspecter d'être un syndicat gauchiste. Ainsi ces pontes de la gauche officielle comme Yannick Jadot, Olivier Faure, Fabien Roussel ou

Anne Hidalgo, ont manifesté au coté des Eric Zemmour, Jean Messiha ou Jean Marie Bigard sans que cela ne leur pose le moindre problème.

Les élections présidentielles approchent, et on commence à entendre ici et là, l'éventualité d'un deuxième tour Macron vs Le Pen... Nous commençons aussi à voir le cinéma de la gauche du capital, pour savoir qui aura le leadership de la lutte contre le fascisme. Je vois d'ici un énième front uni contre l'extrême - droite, qui finalement légitimera encore et toujours des gens que personne ne voudraient voir au « pouvoir », mais vu comme « républicains » car pas au RN.

On réduira encore plus les libertés publiques, on subira encore et toujours l'arbitraire et le mépris social, mais de façon républicaine, parce que hein... Le RN c'est quand même le fascisme !

*pour nous rencontrer :*

*Vous souhaitez nous rencontrer pour prolonger la discussion, en savoir plus sur l'anarchisme, l'anarchosyndicalisme, vous souhaitez nous rejoindre pour participer à nos actions ? Passez discuter autour d'un café, tout les samedis de 17 H à 19 H. Au 7 rue St Remesy, 31000 Toulouse. (près de la place des Carmes)*

*ou passez aux tables de presse sur les marchés : Samedi matin au marché de Montauban, Dimanche matin à Toulouse ( Jules Guesdes 10 H 30, et St Aubin 12 H 30. Sur internet : contact@cntaittoulouse.lautre.net ou le site http://www.cntaittoulouse.lautre.net*

Mais fondamentalement au niveau du programme politique, peu de choses différencient le RN des « républicains ». En fait ces derniers, de LR à LFI, c'est du pareil au même.

Nous allons subir une fois de plus le moralisme et le chantage à l'antifascisme, puisqu'il n'est de nos jours rien d'autre qu'un moralisme et non pas une quelconque réponse politique. Il suffit que l'on ne soit pas d'accord avec quelqu'un et on le traite de fasciste ( NDR: ça marche aussi avec sexiste, masculiniste et transphobe ). Pendant la période des Gilets Jaunes, j'ai pu constater sur des sites internet autoproclamés antifascistes qu'ils considéraient les GJ dans leur totalité comme de nouvelles chemises brunes. Pour pouvoir lutter contre leurs « nouvelles marches sur Rome », ils prétendaient organiser une alliance entre anarchistes, antifascistes et républicains ( bourgeois cela va de soi ) et créer des milices dans le but de casser la gueule aux Gilets Jaunes !

En fait, ce genre de proposition rappelle une des nombreuses méthodes qu'utilisaient Mussolini et les chemises noires...

Cela fait déjà un bon bout de temps que nous entendons ce moralisme, notamment de la part des médias mainstream et du gouvernement, car jamais nous avons autant entendu parler de (néo)féminisme, d'anti racisme/fascisme, d'écologie, de LGBT, qu'en ce moment, et paradoxalement jamais le prolétariat, n'a subi autant d'attaques et de remises en cause, des conditions de vie de la classe ouvrière et du prolétariat en général. Il faudrait donc en déduire que le (néo)féminisme, l'écologie, l'antiracisme/fascisme et le LGBT, ne sont en fait que des caches sexe du capital.

Tout se résume à une opposition entre la gauche dite progressiste vs la droite réactionnaire et fasciste. Comme si la lutte « antifasciste » était une fin en soi, un Label Rouge d'un truc bien de gauche ! Ainsi, dans le même site « antifasciste » cité plus haut, les animateurs parlaient de Durruti comme d'un antifasciste, sans jamais évoquer le projet politique pour lequel il se battait, puisque pour ces pourfendeurs du « fascisme », tout projet d'émancipation du prolétariat, est considéré suspect.

### Les fronts antifascistes

Le « frontisme antifasciste », qui consiste à réunir toutes les forces progressistes face à la peste brune n'a eu à ma connaissance que des résultats désastreux. Pendant la révolution Espagnole notamment, il a poussé les compagnons de l'époque à accepter tous les compromis et à avaler toute sorte de couleuvres au nom de la lutte antifasciste, et du front commun avec les PC staliniens, trotskistes, les sociaux-démocrates, les gauches régionalistes et généralement la gauche bourgeoise. Il a aussi conduit nos compagnons à accepter des postes de ministres au gouvernement central et régional, toujours au nom de l'antifascisme bien entendu... Il est fort probable que si les « républicains » avaient « gagné » la guerre d'Espagne, nos compagnons auraient probablement eut à subir une répression

comparable à celle de Franco. Il ne faut pas oublier que certains de nos copains ont connu les geôles des « républicains » pour ensuite connaître les geôles du franquisme ! Le frontisme antifasciste est une mauvaise blague, et on ne nous y reprendra plus !

Pour nous, les concepts de droite et de gauche importent peu, puisque ce sont des termes subjectifs qui évoluent avec le temps et l'espace. Dans certaines régions du monde de culture musulmane, les islamistes sont de gauche. Aux USA le fer de lance de la lutte contre l'esclavage durant la guerre de Sécession a été le parti républicain ( qui maintenant est considéré de droite... ). En Europe de l'est, les partis communistes sont considérés comme conservateurs ( donc de droite ), alors qu'en Europe de l'ouest et en Amérique latine ils sont considérés de gauche. En Allemagne avant 1933 le parti nazi était considéré de gauche, au point que le KPD ( NDR : Parti Communiste Allemand ) avait fait des meetings communs avec eux.

Et l'antifascisme c'est vaste... Techniquement et historiquement, le Gaullisme est une forme d'antifascisme, puisque ce courant d'idée de droite est née dans la lutte contre l'occupant nazi. Et que aussi bien

**jamais nous avons  
autant entendu parler  
de (néo)féminisme,  
d'anti  
racisme/fascisme,  
d'écologie, de LGBT,  
qu'en ce moment, et  
paradoxalement jamais  
le prolétariat, n'a subi  
autant d'attaques et de  
remises en cause**

Pasqua que le président Giscard d'Estaing se sont réclamés de l'antifascisme, qu'ils ont combattus les armes à la main eux, contrairement à bien de nos antifas d'opérette actuel ...Siamo tutti antifascisti, certes, mais avons nous tous les mêmes perspectives politiques ?

L'opposition actuelle du genre : gauche / droite ou progressiste / conservateur, est en train d'évoluer puisque qu'au nom de la démocratie et de la république on supprime petit à petit les libertés publiques au nom de toutes sorte de prétextes plus ou moins légitime et sérieux ( la lutte antiterroriste, la consommation d'alcool ou de drogue... ).

Cela donne par exemple un « état d'urgence et vigipirate » permanent qui dure tout de même depuis plus de 25 ans...

Ce n'est pas par le prisme de gauche vs droite, qu'il faudrait voir les choses, mais plutôt en totalitaire vs libertaire.

Personnellement, je préfère vivre dans une société dite « démocratique » avec des « libertés relatives » que dans un régime dictatorial. Il ne faut pourtant pas perdre de vue que le fascisme ne s'oppose en rien à la démocratie bourgeoise ; bien au contraire, il en est en quelques sorte une évolution logique par d'autres moyens. Les « démocraties » peuvent se « fasciser » tranquillement sans qu'on y prenne garde, toujours au nom de la république et de la démocratie et s'allient toujours avec les dictateurs officiels ; comme les dictatures officielles se couvrent souvent d'un manteau « démocratique ».

### Le prolétariat : et nous dans tout ça ?

Les groupes prolétariens et généralement les gens qui ont une conscience de classe ont besoin de se réunir, de développer une presse, de s'associer, de faire des grèves, d'organiser des actions directes, de libérer des compagnons emprisonnés, d'occuper toutes

## CNT section service d'ordre

la CNT-SO (1) était cosignataire d'un appel unitaire à manifester contre l'extrême droite le 12 juin.

Dans l'appel national à manifester, la SO se retrouvait en compagnie du PCF, de la France Insoumise, des Verts, des staliniens du PCOF et j'en passe en matière de représentants du pouvoir. Ils sont coutumiers du fait, ça pique les yeux aux anarchistes mais personne ne dit rien, au nom de "l'unité".

Par contre, là où ils innovent, c'est que leur sigle se retrouve accolé, par la grâce de l'ordre alphabétique, à celui de la CGT Police.

Trouvez vous "normal" qu'une organisation qui se prétende syndicaliste révolutionnaire ( voire anarchosyndicaliste ) manifeste avec une organisation de policier , même si c'est au nom de la lutte contre l'extrême droite ?

A noter que l'UCL, qui se prétend "communiste libertaire" était aussi cosignataire. Cette question les concerne donc également, ainsi que leurs sympathisants et amis.

*(1) groupuscule de tendance syndicaliste révolutionnaire, à ne pas confondre avec la CNT-AIT, notre groupuscule mais de tendance anarchosyndicaliste, ou avec la CNT-F troisième groupuscule qui se cherche idéologiquement.*

**Syndicats :** CGT, FSU, Union syndicale Solidaires, Syndicat des Avocats De France, Syndicat de la Magistrature, UNEF (Union nationale des Étudiants de France), UNL (Union nationale des Lycéens), Fidl, MNL (Mouvement national Lycéen), Solidaires Etudiant-e-s, PSE (Fédération Syndicale Etudiante), l'Alternative, Confédération Paysanne, USP (Union Syndicale de la Psychiatrie), CNT-SO, CGT-Police, Résilience France, SNMPMI (Syndicat National des Médecins de Protection Maternelle et Infantile).

sorte de lieux de travail, bref de relever la tête. Nous n'avons pas vraiment le choix et ces actions ont été assumées par les militants révolutionnaires de toutes les époques et sous toutes sorte de régime politique.

Il y a forcément une opposition de fait entre les divers systèmes politiques de la bourgeoisie et le prolétariat qui lui, doit et ne peut que s'organiser sur son terrain. Il ne doit être dupe de rien :

- par exemple quand la « droite » dit que la « gauche » est dictatoriale et antidémocratique, car lorsqu'elle est au gouvernement elle ne respecte plus les « droits de l'homme », et qu'il serait alors de notre intérêt de brandir l'étendard de la « démocratie ».

- Quand la « gauche » dit que le « capitalisme » ne respecte pas les libertés démocratiques, que nous devons les défendre contre les attaques du fascisme et de la réaction et que nous devons les réclamer là où elles n'y sont pas. Que c'est la voie vers le socialisme, et blablabla...

Est-ce que dans ces cas là, on lutte vraiment pour la « démocratie » ou est-ce que ce ne sont pas tout simplement des mots d'ordre opportunistes ? Les classes dominantes ont toujours tenté d'utiliser le prolétariat heu... pardon les citoyens, comme de la chair à canon pour servir leurs propres intérêts. Mais est-ce que les bourgeoisies de « droite » et de « gauche » aspirent vraiment à la « démocratie » ? Est-ce une mystification ? Doit-on conclure qu'aucune fraction de la bourgeoisie n'a intérêt à voir appliquer les droits et libertés des citoyens ?

Il est certain que plus nous serons soumis à l'ordre établi de la classe dominante, plus nous subirons leur oppression, leur exploitation de notre force de travail, et de nos vies tout simplement. Il est tout à fait logique qu'ils en profitent, quand nous nous endormons sur nos lauriers, de nous supprimer nos « libertés publiques » puisque pour eux nous ne sommes là que pour travailler le moins cher possible, consommer le plus cher possible, et surtout qu'on reste à notre place, pour qu'ils puissent s'enrichir à nos dépens le plus tranquillement possible !

## Covid 19 et bisounours

**D**epuis quelques semaines déjà, nous assistons à une série de manifestations dans les rues des villes Française, contre le projet du pass-sanitaire. Sans ce sésame, il est désormais impossible, d'aller boire un café à la terrasse d'un bistrot, d'aller dans certain supermarché, d'aller au restau, de faire du sport, voire d'aller se faire soigner à l'hôpital.

Il est clair qu'avec cette mesure scandaleuse, l'état est en train de créer

deux catégories de citoyens, ceux qui sont vaccinés ( les gentils et qui ont le sens de la communauté ), et les pas-vaccinés ( les méchants, assassins, égoïste et cyniques ). Ainsi la société Française est divisé en deux comme dans le monde des bisounours.

Il faut voir que comme moyen de propagande pour le vaccin et le pass-sanitaire ils y mettent le paquet, il y a qu'à voir les BFMtv et consorts, qui n'hésite pas à considérer les manifestants anti pass-sanitaire comme des vils complotistes.

Le complotisme parlons en... Ils ont trouvé là, un terme super pratique à quiconque, qui remettrait en cause leur discours et qui

n'acceptent pas comme des bœufs ce scandaleux contrôle social qui équivaut tout de même à de la ségrégation sociale ! Parce que oui il y a des théories du complot qui grouillent un peu partout sur le net. Mais il y a aussi des vrais complots, dont les états se vantent rarement.

Force est de constater que cette épidémie, a été une opportunité en or, pour que le gouvernement et la bourgeoisie puisse nous imposer des chantages à l'emploi et son cortège navrant de licenciements plus ou moins abusifs. On peut aujourd'hui se faire licencier pour le simple fait de ne pas être vacciné !

Ce n'est pas un hasard si une partie de la bourgeoisie Française et en particulier un certain patronat dont le chef de file est Pierre Gattaz soit en admiration béate face à l'économie capitaliste Chinoise. Il est loin le temps de la guerre froide où les occidentaux maintenaient une apparente contestation des régimes policiers de type « communiste » en Europe de l'Est et en extrême orient. Ce qui prouve au grand jour que les oppositions des « démocraties occidentales » envers les régimes totalitaires n'est en réalité qu'une opposition de façade.

En Chine, en Corée du Sud, la technologie des reconnaissances faciales, pass-sanitaire, crédit-social, pistage généralisé, quasi-obligation d'être inscrit sur un réseau social, quasi-obligation aussi d'avoir un téléphone portable Haute technologie, sous peine d'attirer l'attention de la police autant en Chine que en Corée du Sud. Il n'est pas étonnant alors que si nos grands démocrates Français sont tant admiratifs de la Chine et de la Corée du Sud, on pourrait se questionner sur le véritable but de la manœuvre du fameux « pass-sanitaire » ( ndr : un complotisme ?? ). Il ne serait pas étonnant que le dispositif du pass-sanitaire est de pousser un maximum de gens à aller se faire vacciner, pour pouvoir tout simplement sauver et relancer l'économie nationale, et qu'importe si le(s) vaccin(s), se révèlent inefficaces, même s'il faut devenir officiellement un état policier, l'essentiel pour eux est de relancer l'économie.

Puisque pour ce gouvernement la population n'est qu'une main d'œuvre qui doit rester disponible pour faire tourner la machine de l'économie, et non à se prélasser en vacances, en « congés » maladie à l'hôpital ou au chômage. Il est certain qu'avec cette épidémie du COVID Macron et sa clique feront durer le plaisir, de faire paniquer tout le monde jusqu'aux élections présidentielles, si c'est la cas quelle stratégie minable...

L'exercice autocratique de Macron et ses copains, est tout de même quelque chose d'unique dans la vie politico-politicienne Française, même s'il est vrai que la Ve république est un système taillé sur mesure pour un autre autocrate autocentré qu'était DeGaulle.

Le passe sanitaire, n'est encore qu'une opportunité supplémentaire de pouvoir encore et toujours plus contrôler la population, mais en plus en faisant appel à une nouvelle forme de délation au moyen de la technologie. Ainsi le serveur d'un café vous demandera votre pass-sanitaire, et si vous ne l'avez pas, non seulement vous pouvez oublier votre café, mais le serveur du café aura de fait autant de pouvoir de contrôle et d'intrusion dans la vie d'autrui qu'un flic. Rien de tel pour pouvoir diviser les prolétaires vivants dans cette région du monde, tous les ingrédients d'une dictature sont là.

Il ne fait aucun doute et depuis plusieurs décennies déjà que nous sommes tous fichés, contrôlés, suivis à la trace avec nos téléphones portables, nos cartes bancaires, nos cartes vitales, nos achats sur internet, et il est vrai que la « liberté individuelle » en prend un coup. Que cette « liberté » est relative dans les sociétés où nous vivons, qu'un état tout à fait démocratique peut assigner à résidence un militant politique pour l'empêcher de manifester, ce qui objectivement correspond à de l'arbitraire. Le pass-sanitaire correspond à un degré supérieur de volonté de contrôle, de prévention toute contestation du système, qui va du « théorie du complot » à la prison, pas encore la peine de mort pour ce qui concerne la région France, ouf ! Nous sommes rassurés.

---

### **Nous ne voulons pas de leur meilleur des Mondes ... Organisons nous pour désobéir !**

**Le Conseil constitutionnel a joué son rôle de gardien de l'Etat en validant l'essentiel de la loi pass sanitaire : la restriction des libertés fondamentales et notamment la liberté d'aller et venir. Cette mesure discriminatoire s'appliquera même dès l'âge de 12 ans ! On nous vante que le QR Code c'est la liberté, mais une liberté sous contrôle, surveillée, épiée au nom de la sécurité sanitaire... Or on sait depuis au moins 200 ans que « ceux qui peuvent renoncer à leur liberté essentielle pour acheter un peu de sécurité temporaire, ne méritent ni la liberté ni la sécurité » et finissent par perdre les deux.**

Si le licenciement des CDD et intérimaires qui ne souhaitent pas communiquer leur état sanitaire à leur patron est repoussé, le principe de la suspension de contrat - et donc de non paiement - est bien maintenu et même étendu aux CDI. C'est un licenciement qui ne dit pas son nom, signature de ce gouvernement du « en même temps », du double discours et de la lâcheté. L'extension du pass sanitaire vise en priorité une classe précise, celle des travailleurs et des

exploités qui doivent se soumettre à ces restrictions de liberté pour échapper à la discrimination. Les riches quant à eux auront tous les moyens d'échapper à ces mesures, que ce soit dans les conseils d'administration, en accumulant des fortunes sans travailler via des plateformes financières, ou en fréquentant des clubs privés et autres villégiatures où le pass ne leur sera pas demandé.

Pendant que la classe possédante s'approprie la Terre, ses ressources, accumulant toujours plus de richesse, nous sommes dépossédés de tout, de nos vies individuelles et collectives ...

Plus les profits s'accumulent, plus nos vies se réduisent et deviennent virtuelles. Nous subissons l'accélération d'un processus de déshumanisation qui nous mène tout droit au totalitarisme.

Le but de toutes les mesures actuelles de restriction de liberté est de faire accepter aux travailleurs essentiels leur soumission à leur nouvelle devise travail, consommation, vote et crève !

Malgré leurs discours « bienveillance », s'ils ont besoin demain, ils n'hésiteront pas « pour notre bien » à nous envoyer au « front » mourir sans protection, comme ils l'ont fait avec les soignants au

début de la crise, Souvenons-nous qu'ils ont préféré acheter des armes (LBD, drones) quand nous manquions de masque. Aujourd'hui, ils mettent en place un système de contrôle social généralisé au lieu d'investir dans des lits d'hôpitaux ou la formation des personnels soignants. Nous sommes prisonniers d'Internet et de la technologie tout numérique, avec la dématérialisation de toutes les démarches administratives, Ils généralisent la vidéo surveillance dans nos villes et nos campagnes et se préparent à la coupler à la reconnaissance faciale comme Wauquiez à Lyon ...

Macron l'a dit en Octobre 2020 « la santé ce n'est pas un problème de moyen mais un

problème d'organisation ». L'organisation qu'ils nous préparent, c'est celle décrite par Orwell dans son livre « 1984 » ou par Huxley dans « Le Meilleur des Mondes » : des individus atomisés, rivés à leurs écrans, sans lien social humain, transformés en machines productives et obéissantes. L'extension du pass sanitaire aux enfants à partir de 12 ans vise à formater les nouvelles générations pour que ce système de contrôle biométrique généralisé leur paraisse « normal » voire



« naturel », que le scan du QR Code pour entrer dans n'importe quel lieu social devienne un réflexe machinal.

Quand l'autoritarisme pointe le bout de son nez, la résistance est vitale. Déjà les Révolutionnaires de 1793 l'avaient proclamé : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. ». Les Gilets jaunes ont retrouvé le chemin des révolutionnaires de 1793, sans chef ni représentant ni porte-parole, n'attendant rien d'aucun parti politique mais faisant confiance dans leur propre capacité de se rassembler, de décider et d'agir. Individuellement, refusons d'obéir, ne présentons pas nos pass !

Collectivement, auto organisons nous pour résister et reprendre le contrôle de nos vie !

Pour nos enfants, pour nos vies, nos libertés, parents d'élèves et travailleurs, créons des Comités de parents et de travailleurs !

## AU MAS SOUBEYRAN, L'ESPRIT DE RESISTANCE A DISPARU

Dans le cadre de la lutte anti-COVID, le lundi 9 août, les mesures gouvernementales discriminatoires étant mises en place à l'encontre des non-vaccinés ou des non-porteurs du pass sanitaire, il me fallait tester l'efficacité de la mesure !

De choisir un haut-lieu de résistance. Un de ces lieux qui sont entrés dans l'Histoire. Un endroit dont les offices du tourisme du département du Gard nous rebattent les oreilles : le Musée du Désert, connu également sous le nom de Mas Soubeyran, situé entre Anduze et Mialet. Une étape obligée des protestants.

Dans le dépliant relatif au musée, il est question tout d'abord de la guerre des Camisards. Il est écrit : "De 1702 à 1705, les protestants des Cévennes se soulèvent pour réclamer la liberté de conscience et de culte : c'est la guerre des Camisards." Aujourd'hui, pour ce qui est de la lutte en faveur de la liberté, on en est loin ! Arrivé au musée de la résistance protestante face à l'arbitraire royal et catholique de l'époque, je m'acquitte du droit d'entrée de 6 euros. À peine ai-je payé, et alors qu'aucune pancarte n'indique qu'il est demandé le pass sanitaire, il m'est réclamé oralement. Pas vacciné à cette date, je ne peux le présenter. On m'indique, alors, que je ne vais pas pouvoir visiter le musée. Face à cette interdiction d'accès, je m'insurge en indiquant que "l'esprit des Camisards a bien changé". Alors, volant au secours de la caissière, un second intervenant enfonce le clou en me disant qu'il ne m'était, effectivement, pas possible de faire la visite et qu'on allait me rembourser. Au cas où je n'aurais pas bien compris le message. Alors, d'ajouter à l'adresse des deux gardiens du temple :

"Les Camisards doivent se retourner dans leurs tombes". Stoiques, les deux cerbères (qui, pour l'occasion, ne protestèrent pas contre une mesure gouvernementale inique, car discriminatoire) me rendirent mes 6 euros.

Abraham Mazel (1677-1710), figure emblématique de la résistance des Camisards (bien au-delà de la guerre des Camisards) doit effectivement se retourner dans sa tombe. Lui qui s'est insurgé au nom de la liberté et perdit la vie (le 14 octobre 1710, il est pris et abattu au Mas de Couteau près de la ville d'Uzès). Si en un lieu hautement symbolique de révolte contre l'arbitraire étatique, comme l'est le Mas Soubeyran, on n'est plus capable de contourner les mesures gouvernementales où allons-nous ? Appliquer sans rechigner une mesure inique est désolant et scandaleux. C'est scandaleux, car la liberté de circuler est entravée. C'est scandaleux, car le principe d'égalité est rompu. C'est scandaleux, enfin, car la fraternité ne vaut plus rien dans la mesure où les gouvernants tentent de dresser les citoyens les uns contre les autres.

Être vacciné ou non relève d'une décision individuelle, d'un choix. À l'inverse, le pass sanitaire est une décision étatique arbitraire de la part de technocrates méprisant les citoyens. Comme l'a indiqué un conseiller d'Emmanuel Macron (propos relevé par le quotidien "Libération"), il s'agit uniquement de "pourrir la vie des anti-vaccins". Cette mesure, arbitraire, non seulement nie les libertés individuelles, mais renvoie, également, aux heures les plus sombres de notre Histoire. Durant la Seconde Guerre mondiale, le régime de Vichy n'avait-il pas, déjà, pris des mesures restrictives similaires à l'encontre des israélites (interdits de fréquenter les salles de spectacles, les restaurants, certains magasins et interdits d'exercer dans la

Fonction publique) ? Les interdictions actuelles renvoient, hélas, à celles du passé. Comme si, à l'occasion de chaque crise importante, la classe politique bourgeoise et ses technocrates devaient employer les mesures les plus restrictives et, donc, les plus insanes. Par manque de générosité. Par manque d'empathie. La macronie mérite les manifestations du samedi, qui ne sont pas sans rappeler celles des Gilets jaunes. Et puisque l'abstention gagne du terrain, au fil des élections, il serait bien utile de suggérer aux opposants au gouvernement de renvoyer les cartes d'électeurs (pour celles et ceux qui en possèdent). D'autant plus, que nous venons d'apprendre que l'accès aux bureaux de votes, en 2022, ne sera pas soumis à la tyrannie du pass sanitaire ! Pour aller voter, nul besoin du pass sanitaire. Pour aller prendre un pot entre amis, ici, on a le devoir de le présenter ! Quelle hypocrisie !

Il est compréhensible que les pouvoirs publics veulent endiguer la pandémie. Une société fondée sur l'autogestion n'y manquerait pas. Mais adopter des mesures coercitives visant à "pourrir la vie" des

gens, à les traiter en parias, à les humilier à l'entrée d'un lieu (où le "bon" citoyen et le "mauvais" sont triés) est inadmissible. Comme il est tout à fait inadmissible de confier aux guichetiers des musées, des salles de spectacles, aux serveurs de restaurants et aux bistroitiers un rôle de basse police en les conduisant à réclamer la présentation du pass sanitaire. Les technocrates de Matignon et de l'Élysée auraient été bien inspirés s'ils avaient adopté d'autres mesures... plus humaines ! Mais chez ces gens-là, point d'humanité !

En admettant que l'immunité collective ne puisse être trouvée d'ici 6 mois du fait de 10 à 15% de la population réfractaire aux vaccins, qu'elles seront les prochaines mesures coercitives mises en place ? Emmanuel Macron envisagera-t-il, alors, d'ouvrir des lieux (du genre sanatorium) pour y retrancher de la société tous les rétifs aux vaccins ? Nous ne sommes plus à une mesure autoritaire près. Ceci, pour notre bien et dans le meilleur des mondes : la démocratie !

C.N ( un sympathisant )

---

## Le Pourisien Libéré — 18 août 2022

### Dernière dépêche du District de Vannes.

La nuit dernière, à Port-Navalo, le respectable propriétaire du fameux restaurant « Les Homards de François » s'est vu dans l'obligation de tirer sur un réfractaire qui refusait de présenter son PASS ( Permis Accordé par les Sections de Santé ). La scène a été enregistrée par le drone armé qui patrouillait à ce moment-là le long de la jetée. L'individu, âgé de 31 ans, a dû être abattu à 23 h 31 : 17'.

Les actes délictueux de ce délinquant récidiviste, bien connu des services de la Police de la Santé, ont souvent défrayé la chronique. Alors que les Cafetiers et Patrons de Restaurant ne pouvaient encore détenir que des matraques télescopiques et des bombes lacrymogènes de niveau 5, à de nombreuses reprises, ils ont dû user de la force contre le citoyen indiscipliné. L'individu ayant toujours obstinément refusé que l'on numérise son PASS par balayage.

Face à la multiplication des cas de désobéissance civile, prétendument au nom de la « liberté », le CCPS ( Comité Citoyen Permanent de Sécurité ) a exigé que tous les propriétaires de débits de boissons soient légitimement autorisés à posséder et porter des pistolets 9 mm. Depuis, grâce à cette avancée législative sans précédent, ils sont en capacité, et cela en toute légalité, de maintenir l'Ordre dans leurs Établissements. Aussi, par conséquent, les détenteurs de terrasses sont fortement encouragés à faire usage de leurs armes sur la voie Publique.

Rappelons-nous que, sans l'annulation des élections présidentielles de 2021, nous ne vivrions pas dans l'Ordre et la Sécurité. État de fait que nous devons au Père de l'État-nation Manu Macron, soutenu dans sa tâche avec l'aimable générosité de la Mère Brigitte.

Nous ne devons pas oublier que [suite à un élan nationaliste sans précédent, motivé par la lutte contre la pandémie, face à la sédition séparatiste menaçant la cohésion du corps social, l'ensemble des organisations politiques et syndicales, du « Rassemblement national identitaire » jusqu'au « Insoumis, mais pas trop », en passant par

l'extrême gauche qui a scellé opportunément son unité dans la FAUCU ( Fédération des Anarchistes Utiles et des Communistes Unitaires ), sans négliger la fusion des corporations salariales dans le syndicat unique CONO ( Confédération Ouvrière pour des Négociations Objectives )] nous nous sommes tous rangés de bonne grâce sous l'aile protectrice de L'État-nation.

Dans une France réunie une bonne fois pour toutes, débarrassée du poison des divisions idéologiques, tous les Français détenteurs du PASS peuvent désormais participer à l'effort collectif. Ainsi, la force des travailleurs, sous la tutelle du Service Transitoire des Obligations, nous a permis d'atteindre une capacité productive sans commune mesure. Rappelons-nous l'enseignement du Père Macron lors du fameux discours du Bourget : « Il sera dit que la maladie n'aura pas raison du Succès de notre économie nationale, dont la souveraineté doit primer sous l'égide de la devise : Santé, Ordre et Performance ! »

Quelques heures après les faits évoqués en premier lieu, nous avons pu interroger le brave propriétaire. Nous l'avons retrouvé fondant à chaude larme. En effet, après le coup de feu, tout le monde a fui son Restaurant, et par conséquent, le chiffre d'Affaires de la soirée a définitivement été perdu. Suite à son acte héroïque, il craint que son permis de port d'armes ne soit suspendu le temps de l'enquête. Décision injustifiée qui le laisserait sans défense, si à nouveau des citoyens rebelles venaient à se présenter dans son établissement. « En me retirant mon arme, on ne me permet plus d'apporter ma contribution au maintien de l'ordre sanitaire. Je ne comprends pas pourquoi on me traite comme un délinquant alors que je suis une victime de l'incivilité », nous a-t-il confié en sanglotant.

Encore une bien triste affaire. Ce brave homme, honnête et travailleur, a été pris en charge par le service de santé du District de Vannes.

*texte tiré du "Père Peinard", nouvelle publication des compagnons de la CNT-AIT en Bretagne.*

## Billet d'humeur d'une assistante sociale hospitalière en immersion (avant Covid)

**J**e suis assistante sociale depuis presque 10 ans dans un établissement de santé privé à but non lucratif, participant au service public hospitalier qui assure des missions de soins, mais également de recherche et de formation, avec la volonté permanente d'accroître la qualité et l'accessibilité aux soins.

Je viens apporter un témoignage du quotidien professionnel vécu par notre équipe sociale mais qui est partagé par l'ensemble de nos collègues travaillant en milieu hospitalier.

Nous sommes de plus en plus confrontées à des difficultés à exercer notre travail ( situations des patients, pression des cadres et des soignants des services ), management dit participatif mais qui nous impose de toujours nous satisfaire de moins en moins de moyens humains, moins de ressources sur les territoires, déserts médicaux etc... tout en faisant plus ( il faut sortir les patients des lits 1 ) et absence de reconnaissance au sein de l'institution de nos compétences et de notre formation.

Pour rappel, et pas des moindre, notre formation est sanctionnée par un Diplôme d'Etat comme les infirmières mais reconnue bac + 2 jusqu'à la réforme du diplôme 2.

Sans compter les responsabilités endossées par l'ensemble des assistants sociaux et relatives au secret professionnel, secret médical, discrétion, devoir de mise sous protection de l'enfance en danger et des personnes vulnérables, c'est à dire femmes enceintes, personnes handicapées, personnes âgées 3.

Ces difficultés vécues au travail engendrent parfois des tensions au sein des équipes d'assistantes sociales. Désireuses d'améliorer nos relations de travail, nous avons demandé à rencontrer le médecin du travail qui nous a aidé à amorcer une réflexion :

### LES CONSTATS :

Le travail social se complexifie et s'amplifie dans un temps qui se réduit avec le "virage ambulatoire" comme ils disent.

Une évolution des situations de précarité : immigration, précarité sociale, vieillissement de la population, isolement, fin de l'Etat Providence, solidarité familiale altérée et paradoxalement sur-sollicitée, patients sans droits sécu ouverts ( = + ou - illégaux sur le territoire ) ...

Parfois, pour les équipes soignantes, le vécu social des patients renvoie à une brutalité difficilement supportable.

Comment continuer à fournir un travail de qualité dans cette situation qui semble se dégrader ?

L'assistante sociale hospitalière représente un pont entre deux mondes :

Au sein de l'hôpital, tout semble être à disposition pour permettre

une prise en charge adaptée au patient et à ses besoins : équipe de soins, soins de support ( les paramédicaux : psychologues, psychiatres, assistantes sociales, médecins spécialistes de la douleur, kiné, orthophonistes, diététiciennes etc... ), prise en charge socio-administrative avec les bureaux des entrées...

Une vitrine, quoi !

Il semble que pour les patients et leur entourage, les services extérieurs semblent bien moins pratiques : entre les différents intervenants qui assurent la suite des soins et les multiples interrogations des patients quant à leur devenir social, l'assistante sociale semble être l'interlocutrice privilégiée dans cet entre - deux mondes. Nous sommes donc amenées à trouver du relais sur l'extérieur afin de réaliser un véritable travail de coordination ville-hôpital. Ce travail incontournable entraîne néanmoins une surcharge et une désorganisation dans notre activité au quotidien.

Côté positif : aucune journée de travail ne ressemble à celle de la veille ! Aucun planning n'est possiblement respecté.

De nature optimiste, je constate que ce n'est pas cet aspect qui peut être à l'origine d'un épuisement professionnel, mais bien la non-reconnaissance de cette capacité d'adaptation extraordinaire des

équipes sociales quotidiennement mise à l'épreuve par les enjeux institutionnels, politiques et sociaux.

Parlons éthique et déontologie : le service social à l'épreuve du financier

Par exemple, concernant les patients payants, c'est à dire les personnes sans papier et les personnes qui ont un visa touriste,

la prise en charge financière diverge car cette problématique est traitée différemment au sein d'un établissement public et au sein d'un établissement privé à but non lucratif. En effet, il existe des patients sans couverture sociale et dans l'impossibilité de payer leurs soins.

Dans ces cas - là, à l'hôpital privé ( même d'intérêt public ! ), leur situation est présentée lors d'une commission ad hoc pour obtenir une prise en charge des soins par l'établissement. En effet, n'ayant pas de service des urgences, nous ne pouvons pas prétendre au dispositif de Soins Urgents et Vitaux qui existe pour les établissements assurant les urgences : une dotation globale pour le financement des soins délivrés aux patients ne pouvant pas payer leur est octroyée tous les ans. Un "simple" certificat médical précisant la nature urgente et vitale de délivrer des soins suffit à la sécu pour justifier de la situation.

Dans le privé, frileux à l'idée de ne pas percevoir le remboursement de ces frais, la facturation, la direction des soins, les RH mettent la pression sur les médecins pour dire que seules les crises cardiaques et les hémorragies massives font l'objet de Soins Urgents et Vitaux ( SUV, dans le jargon )! et les détresses respiratoires ? et l'évolution



## 14 ●●●●● Monde du travail ●

majeure, rapide des maladies neurodégénératives/ toutes les Affection de Longues Durée qui sans traitements immédiats vont mener en un rien temps à une mort certaine et à court terme ?! ( Pour ne donner que ces exemples, je ne suis pas médecin ). C'est l'existence même de cette commission qui questionne notre éthique, notre déontologie et génère un sentiment de « souffrance » au sein du service social.

Le temps de l'hospitalisation se raccourcit :

Le soin pris dans une logique ambulatoire a vu son temps d'effectifs humains se réduire pour optimiser les coûts. C'est à dire que le nombre de personnel formé, le nombre d'assistantes sociales n'est pas suffisant pour pouvoir intervenir sur tous les services de la structure ( sur 18 services, nous intervenons seulement sur 12 ).

De plus, les équipes de soins n'ont pas conscience des délais de prise en charge sociale. Cette logique n'a pas épargné le service social lui aussi soumis à cette injonction.

Prises dans la chaîne de soins, nous devons répondre à une demande croissante. Le constat de cette situation est double : d'un côté, on privilégie une prise en charge sociale sur certains services ; de l'autre, on la supprime, ce qui pose à nouveau un problème éthique et déontologique au sein du collectif d'assistantes sociales.

Le service social se voit donc lui aussi pris dans une cadence ambulatoire infernale : les pratiques changent et la rencontre entre le patient et l'assistante sociale se réduit souvent à une seule intervention.

En effet, la demande d'intervention étant trop importante, nous ne pouvons pas nous permettre de revoir les patients trop souvent et d'initier un accompagnement comme nous pouvions le faire auparavant en hospitalisation. Oser prendre ce temps, revient à prendre le risque de se faire rappeler à l'ordre par les sup. ( Cela m'est arrivé pas plus tard qu'il y a 4 mois ). Nos arguments ? notre souci d'accompagner le plus humainement possible les personnes ? celui de notre positionnement professionnel ?

Tout cela n'est pas recevable vis-à-vis de la Tarification A l'Acte 4.

Actuellement, nous devons donc répondre à toutes les questions et être sûres que les patients aient bien compris ; tout cela en une rencontre.

Ce changement de pratiques a lui aussi un impact sur l'éthique et la déontologie de l'équipe.

Conséquences : diminution de la qualité de prise en charge, risque de ré-hospitalisation à court terme, inquiétude pour le patient et son entourage, etc...

La réponse à cet état de fait n'est pas de revenir en arrière mais de réfléchir ensemble pour décider d'une organisation adaptée afin de continuer à réaliser un travail de qualité à effectif constant. Selon moi, c'est simplement impossible. Nous ne sommes pas des "techniciennes" de la relation humaine. Une relation, qui plus est de confiance ( je rappelle que nos responsabilités peuvent faire très peur aux personnes concernées ) nécessite un temps nécessaire pour s'approprier, se faire confiance.

L'accompagnement social en milieu hospitalier est un travail en marge du soin

Il a toujours été en périphérie du soin, comme le nursing, l'entretien

des locaux ou l'accueil des patients.

Ce qui n'est pas du soin au sens médical reste à la marge de la prise en charge.

C'est une particularité linguistique très française de limiter le soin au médical. Si on prend la définition du « care » anglo-saxon, on retrouve une volonté de considérer le soin non pas comme du soin médical mais comme du « prendre soin » au sens large, c'est-à-dire dans toutes les dimensions de la santé, qu'elle soit biologique, psychologique, sociale ou environnementale.

C'est du fait de la gestion économique du système hospitalier actuel que le service social déplore la notion de prescription d'intervention sociale sur le modèle de l'acte médical au détriment de notre accompagnement social.

Le risque est de se limiter à cette prescription et de négliger la globalité de l'évaluation sociale de la situation du patient.

Il existe une méconnaissance des missions d'un service social hospitalier chez les soignants ( alors du grand public ! ) qui les pousse à solliciter le service social pour tout type de demandes. Pourtant, chacune d'entre nous intervient sur des services de soins où nous avons tissé des liens de coopération et des compétences spécifiques.

Ces spécificités acquises sont souvent invisibles et les causes de cette invisibilité pourraient résider dans le fait d'être à la marge du soin, dans l'ombre du clinicien.

En conclusion, les patients sollicitent le service social après leur hospitalisation car la prise en charge sociale ne s'interrompt pas aux portes de la "clinique". Et pour y répondre en pratique, le service social a développé hors les murs un réseau efficace.

Enfin, les sollicitations accrues des soignants vis - à - vis du soin social posent la question des origines de celles-ci : est - ce la conséquence de la généralisation du système ambulatoire qui raccourcit la durée d'hospitalisation ? La technicité nécessite-t-elle une forme d'économie émotionnelle, relationnelle et temporelle ? Dans les métiers de la relation, y a-t-il aujourd'hui une prévalence de la technicité au détriment de la qualité de la prise en charge médico-sociale ? Le care social est-il un frein ou un allié au care médical ?

texte tiré d'un autre futur pour la santé, bulletin anarchosyndicaliste des travailleurs de la santé CNT-AIT et leurs amis. leur écrire : [contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info)

-----  
**1 - Tarification A l'Acte oblige !**

**2 - Après des années de lutte pour une telle reconnaissance qui ne s'applique aujourd'hui qu'aux nouvelles promotions de diplômées, régit par décret (Décret n° 2017-1051 du 10 mai 2017 portant statut particulier du corps interministériel des assistants de service social des administrations de l'Etat), et défini dans le Code de l'Action Sociale et de la Famille article L411.1 à L411.6.**

**3 - Cf. textes législatifs du Code d'action sociale et des Familles et code pénal.**

**4 - 2009, merci Roselyne Bachelot !**

**AGENDA**

Nos permanences hebdomadaires du samedi ont repris leur rythme, nous réouvrons

Tout les samedi de 16H à 19H.

Le Collectif des Travailleurs de l'Aéronautique et d'Ailleurs

Organise régulièrement des réunions sur la situation économique du secteur de l'Aéronautique

facebook : @collectif.travailleurs.en.lutte

Pour tout renseignement contactez : CNT-AIT Toulouse

7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):

Continue ses actions en

faveur des réfugiés et notamment des mineurs isolés. Nous avons besoin

de votre soutien ! Pour les retardataires,

quelques calendriers SIA

restent encore disponible, 10 Euros ou plus, à demander en écrivant au

journal ( chèque à l'ordre de SIA ). Nous

sommes aussi demandeur de soutien sous

forme de temps à partager pour

nos activités, de fournitures scolaires ou

produits de première

nécessités. n'hésitez pas à passer aux

permanences le samedi après midi

à notre local, pour un moment de partage.

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des

personnes qui se retrouvent dans

les principes, tactiques et finalités de

l'Anarchosyndicalisme, et

souhaitent commencer à oeuvrer localement

pour diffuser nos idées et nos

pratiques.

Si vous aussi vous souhaitez créer localement

une initiative CNT-AIT, ou

rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à

prendre contact avec nous

par mail (contact@cntaitoulouse.lautre.net)

ou par courrier ( CNT-AIT, 7

rue St Rémésy 31000 TOULOUSE )

Pour en savoir plus :

Déclarations de principes et statuts de la

CNT-AIT

[http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.p](http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141)

[hp?rubrique141](http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141)

L'Anarchosyndicalisme en question et

Fédéréseau : [http://blog.cnt-](http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme)

[ait.info/post/Anarchosyndicalisme](http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme)

**Contraindre faute de pouvoir convaincre...**

Le discours de notre président. hier soir qui se jouait cette fois-ci sur la partition autoritaire est, s'il en était encore besoin, une preuve de l'incompétence majeure de nos dirigeants à gérer la crise sanitaire, économique et sociale et leur incapacité à proposer une vision rationnelle de la situation. La stigmatisation d'une catégorie de nos concitoyens, les mauvais Français qui refusent la vaccination systématique, vise à les culpabiliser voire les ostraciser. Exclure, toujours exclure. Les mesures de rétorsion contre les soignants, ceux qu'on applaudissaient jadis, sont intolérables et doivent susciter la réprobation de l'ensemble des travailleurs car elles sont les prémices de ce qui nous attend à tous. Être vacciné doit rester un droit et non une obligation. Ce plier à ce diktat ouvrirait encore davantage la porte à ce monde orwellien que les pouvoirs cherchent à nous imposer. Les « vaccinés », et j'en suis, doivent à l'instar des militants qui jadis soutenaient les objecteurs de conscience contre l'armée et la militarisation de la société, se montrer solidaires de celles et ceux qui résistent et veulent conserver leur libre arbitre. Ils doivent les accompagner dans les démarches qui leur seraient impossibles et s'exprimer à chaque manifestation de crainte ou d'hostilité à leur égard. Je ne suis pas un anti-vaccin, j'ai trop souvent croisé dans mon enfance des copains tuberculeux ou atteints de polio, pour ne pas reconnaître la valeur de la prophylaxie mais j'avoue que face à cette épidémie, si je ne crains pas le produit injecté, j'éprouve de sérieux doutes sur son efficacité...

Le climat malsain dans lequel nous évoluons aujourd'hui, fait de menaces et de peurs n'est profitable qu'aux apprentis dictateurs, ces dirigeants prétendument « élus » par un pourcentage de votants si bas que, dans une véritable démocratie cela ne leur conférerait aucune légitimité, et qui cherchent à profiter de ce magma pour demeurer au pouvoir et accomplir la casse de notre système social au bénéfice d'une caste de privilégiés dont ils sont redevables.

La pandémie et son traitement des plus chaotiques, la crise climatique, les conflits meurtriers aux quatre coins de la planète, les délires mégalomaniques des maîtres du monde doivent inquiéter au plus haut point les gens doués de raison.

A la roulette russe, il n'y a qu'une balle dans le barillet, mais il y en a une...

Radio-Asso. Montauban

**Ecologie à deux vitesses**

Les milliardaires s'envoient en l'air dans l'espace pour faire joujou et promouvoir leur futur business de tourisme spatial ( on annonce des chiffres d'affaires de plusieurs milliards d'euros par an ... ) et nous, on va nous interdire nos bagnoles pour aller bosser parce qu'elle pollue.

Il y a qu'à voir déjà, le nombre de bagnoles en état de marche, qui sont parties à la casse ces dernières années, uniquement parce qu'elles ne passaient pas le contrôle technique !

Très simple, l'état décide des critères de passage du CT. À son bon gré, il augmente les points de contrôle et bingo, un gros pourcentage n'obtient pas la pastille qui permet de rouler, donc direction casse.

La prochaine étape, c'est de n'autoriser que les voitures électriques et rebingo, relance des ventes pour celles et ceux qui auront les moyens et multiplions les casses ... Et on va nous faire avaler ça à la sauce écologie agrémentée d'un zeste de sécurité...

Ni la voiture électrique est écologique, ni le comportement des milliardaires, mais c'est toi qu'on va culpabiliser de ne pas prendre assez soin de la planète. Et attendant les transports en communs ne sont pas développés, les soit disant "petites lignes" dans les campagnes restent fermées.

Amapola

## La position de l'Organisation Ahedut (Al-Wehdah) sur la lutte palestinienne

**L**e projet de colonisation sioniste, parrainé et au service des puissances impérialistes, a fini par dominer la Palestine. Avec persistance, il a essayé par tous les moyens de déplacer les masses autochtones hors de la zone qu'il dirigeait, ou du moins de les rassembler dans des enclaves confinées.

Une partie du peuple Palestinien a réussi à échapper aux tentatives d'expulsion et est devenu citoyen de l'État d'Israël, souffrant de discrimination, du fait de la loi comme de pratiques coutumières. L'État d'Israël persiste dans ses mesures visant à les déposséder de leurs terres.

Récemment, ces mesures se concentrent sur le plan de Braver dans le Néguev, qui évoque le plan de judaïsation de la Galilée dans les années 1970, et les événements du Jour de la Terre (30 mars 1976).

Une autre partie du peuple Palestinien, reléguée dans les territoires occupés en 1967, vit pour la plupart sous un régime militaire. Là, les autorités militaires Israéliennes jouissent d'une bien plus grande liberté d'action pour expulser la population Palestinienne ou la regrouper dans des enclaves isolées qu'elles n'en ont sur le territoire d'Israël lui-même. En plus de l'appropriation graduelle de la plupart des terres Palestiniennes, l'Etat d'Israël entrave le développement économique individuel et collectif des Palestiniens, leur refuse la liberté de mouvement, de réunion et d'expression, et réprime, de diverses manières, leur résistance à l'occupation et à la colonisation en cours.

Mais nous devons nous rappeler qu'il n'y a pas d'économie distincte en Palestine aujourd'hui: les Palestiniens dans les zones de 1948 sont pleinement intégrés dans l'économie Israélienne, en tant que travailleurs soumis à une discrimination salariale et en tant que résidents de villes et villages peu développés. De même, une partie considérable des Palestiniens de la Cisjordanie travaillent pour des employeurs Israéliens ou dans des entreprises locales qui vendent leurs produits sur le marché Israélien, que ce soit dans des projets d'implantation en Cisjordanie, où sur le territoire officiellement souverain Israélien.

La plupart des Palestiniens qui ont été expulsés de leurs terres et de leurs enfants, de même que beaucoup d'entre ceux qui ont échappés aux vagues successives de déplacement et d'expulsion, vivent aujourd'hui en tant que réfugiés ou en tant que personnes déplacées à l'intérieur du pays, que ce soit dans les territoires conquis en 1948 ou 1967, ou dans les pays voisins. Au fil des ans, les Palestiniens ont résisté à leurs déplacements forcés, à leur oppression et à leur exploitation. Selon les endroits, cette résistance a pris différentes

formes : parfois symbolique, parfois démonstrative ; parfois par l'action directe, parfois avec des armes, parfois non violente, parfois violente mais sans armes.

Pour la plupart, ces actes de résistance n'ont pas engagé de coopération avec les Israéliens opposés à la politique sioniste, cependant parfois une coopération avec ces activistes [Israéliens antisionistes] s'est réalisée.

La résistance multiforme des masses laborieuses Palestiniennes pendant toutes ces années a réussi à retarder et à infléchir le processus d'accaparement ; mais elle n'a malheureusement pas été en mesure de lui faire faire marche arrière.

Nous ne partageons pas l'illusion de certains secteurs des masses laborieuses Palestiniennes et Israéliennes qui pensent que dans la situation malheureuse actuelle, une « solution à deux États » devrait être acceptée. La partition de la Palestine en deux états distincts a été

**La création d'un État palestinien, qu'il soit basé sur 15% ou 25% de la terre de Palestine qui était sous mandat britannique avant 47, ne résoudra pas les principaux problèmes du pays, et ne mettra certainement pas « fin au conflit » : au mieux, il s'agira d'un accord de compromis entre l'élite capitaliste Israélienne et le régime collaborateur de l'Autorité Palestinienne.**

encouragée depuis près de cent ans par les puissances mondiales, dont la Grande-Bretagne, la France, les États-Unis et l'Union soviétique en son temps. Cela faisait partie de leur intervention continue dans le Moyen-Orient, et qui l'a condamnée à une impasse, celle des régimes autoritaires, celle de la haine ethnique et religieuse et de la guerre, entravant le développement politique et économique que désirent les habitants de la région. La création d'un État Palestinien, qu'il soit basé sur 15% ou 25% de la terre de Palestine qui était sous mandat Britannique avant 1947, ne résoudra pas les principaux problèmes du pays, et ne mettra certainement pas « fin au conflit » : au mieux, il s'agira d'un accord de compromis entre l'élite capitaliste Israélienne et le régime

collaborateur de l'autorité Palestinienne. Les collaborateurs Palestiniens, en tant qu'agents locaux, bénéficieront de franchises leur permettant d'opprimer et d'exploiter directement la population Palestinienne pour leur propre bénéfice et celui des intérêts étrangers.

Il est vrai que le retrait Israélien des territoires occupés en 1967 mettrait un coup de frein aux processus de dépossession et d'oppression, par les forces armées Israéliennes, des Palestiniens qui y vivent. Cela réduirait aussi probablement les tensions et les affrontements des résidents de Cisjordanie et de la bande de Gaza contre les forces Israéliennes et les colons, ainsi que les offensives militaires Israéliennes, qui attisent la haine à grande échelle et renforcent le nationalisme, aussi bien celui des occupants que des occupés. Un tel retrait permettrait également un retour limité des réfugiés dans les territoires de l'autorité Palestinienne. Mais l'accord qui conduirait à la création d'un État Palestinien accorderait à Israël la légitimité internationale de ses conquêtes de la guerre de 1948 ainsi que de la Nabih - c'est - à - dire la dépossession, le déracinement et

L'expulsion de centaines de milliers ( qui se comptent maintenant par millions ) de personnes. Un tel accord renforcerait également la séparation politique et économique entre les deux parties du pays, qui ont toutes deux une population Palestinienne, en plus de la séparation entre les populations hébreu et arabe. Cela entravera la lutte pour une conclusion juste de la confrontation actuelle avec le mouvement sioniste - dont les principales victimes sont les travailleurs Palestiniens - mais aussi qui cause également des dommages de diverses manières aux travailleurs juifs en Israël même. Tant que les réfugiés ne seront pas retournés chez eux, et n'auront pas retrouvé ce qui leur a été volé, tant que le régime nationaliste sioniste Israélien - qui exclut les Palestiniens, les discrimine et les persécute - existera, il n'y aura pas de « fin au conflit ».

D'autres secteurs des travailleurs, en particulier parmi les Palestiniens, soutiennent l'établissement d'un État démocratique unique pour tous les habitants de la Palestine et d'Israël. Si un tel Etat unique démocratique devait voir le jour, il pourrait offrir des droits civils égaux à tous ses citoyens, et mettrait fin à la discrimination officielle institutionnelle et systématique contre les Palestiniens. Il augmenterait probablement la possibilité du retour des réfugiés. De plus, la création d'un tel État exigerait le démantèlement conjoint de l'État d'Israël et de l'autorité Palestinienne, ce qui constitue un défi aux objectifs des puissances impérialistes. Par conséquent, ce programme est basé sur l'espoir et non sur le désespoir ou la soumission au système politique existant.

Cependant, cet espoir est erroné, car tant que l'élite capitaliste - sioniste au pouvoir en Israël n'a pas été vaincue, le seul État unique qui est réalisable est celui qui existe actuellement. Même si la tentative d'établir un État démocratique unique réussissait, n'oublions pas que les États en général, et les États démocratiques en particulier, sont des formes politiques établies et maintenues par des classes dirigeantes minoritaires, pour maintenir des systèmes de relations sociales oppressifs et d'exploitation.

Le caractère de l'oppression et de l'exploitation varie et devient sophistiqué dans les pays plus développés, mais sa nature fondamentale ne disparaît pas, même un instant. Dans un tel état, les travailleurs Palestiniens et hébreux peuvent espérer vivre dans une société comme celle de l'Afrique du Sud, où une petite minorité de capitalistes blancs et leurs partenaires non-blancs possèdent la plupart des moyens de production et des terres, et où des sociétés multinationales jouissent d'une grande liberté d'action. Nous réaffirmons la conclusion à laquelle sont parvenus nos prédécesseurs dans la lutte: la défaite de la classe dirigeante capitaliste - sioniste et de son projet de colonisation et de dépossession nécessite une profonde révolution sociale, pas simplement une révolution politique mais une transformation des rapports de production et de toutes les autres relations sociales. De plus, il est raisonnable de supposer qu'une telle révolution ne sera possible qu'à l'échelle régionale, dans plusieurs pays voisins simultanément plutôt que séparément en Palestine-Israël seul. Seule une telle transformation permettra de construire une société non autoritaire à l'abri de l'exploitation ; où la liberté, l'égalité et la fraternité prévaudront réellement; dans lequel l'hostilité nationaliste accumulée se dissipera.

Parallèlement à ce qui a été dit ci-dessus, affirmons une évidence: nous participerons, en tant qu'organisation et individuellement, avec les habitants Palestiniens de Cisjordanie et avec les militants Israéliens et autres, à la lutte quotidienne contre tous les aspects de l'occupation et l'oppression dans les territoires occupés de 1967; nous devons soutenir et coopérer au mieux de nos capacités à la lutte des habitants de Gaza contre l'agression Israélienne et le siège Israël-Egyptien; et nous devons rester actifs à l'intérieur des frontières de 1948 contre la discrimination, l'oppression et la dépossession des travailleurs Palestiniens qui ont la citoyenneté Israélienne.

Adoptée le 25 avril 2014 par les membres de l'organisation Ah dut ( Unité ), active en Palestine / Israël

## Brochures CNT-AIT

La CNT-AIT édite régulièrement des brochures sur des thèmes variés, aussi bien sur l'histoire du mouvement anarchosindicalistes, que des analyses ou des textes théoriques. N'hésitez pas à nous écrire pour connaître notre catalogue de plus de 40 titre. Dernière sortie : à l'occasion de la venue en Europe de la "traversée pour la vie" des néo-zapatistes mexicains, nous venons d'éditer une compilation d'articles des anarchistes mexicains qui critiquent le spectacle de l'EZLN et sa tournée européenne de rock stars vieillissantes . Vous pouvez la commander au format papier en écrivant à l'adresse du journal ( le prix de revient de cette brochure imprimée et expédiée par la poste est, comme les autres, de l'ordre de 4 euros ) ou bien la télécharger gratuitement sur internet : <http://cnt-ait.info/category/bro/>

- L'irradiation pornographique du néo-zapatisme
- Gilet Jaunes : 1 an de mouvement
- Blasphème ! Ces Anarchistes ne respectent donc rien !

Tome 1 : de Ravachol à Mila

Tome 2 : En Asie non plus

- Technique de lutte
- Grève des loyers : action directe contre la vie chère
- Anarchistes pas républicains, les Anarchosindicalistes et la résistance

Tome 1 : Des camps républicains du mépris aux maquis

Tome 2 : Quand les migrants et les parias tenaient les maquis du Cantal

L'irradiation pornographique  
du néo-zapatisme  
Voix critiques anarchistes  
de la région mexicaine contre le  
spectacle de l'EZLN



## COLOMBIE : entretien avec l'ULET-AIT « Cela fait chaud au cœur de lire des messages venus d'autres contrées tandis que nous comptons les morts chaque nuit. »

**L'**Union libertaire étudiante et du travail ( Unión Libertaria Estudiantil y del Trabajo , ULET ) est une organisation syndicale et donc ouvertement publique. Son premier objectif est la défense de ses affiliés, des droits des travailleurs et des étudiants; et de la liberté du peuple.

Elle est organisée selon les principes anarcho-syndicalistes, avec l'anarchisme comme base et comme moyen, et le communisme libertaire comme finalité.

Leurs outils de lutte sont l'entraide, l'assembléisme [le fonctionnement en assemblée ouvertes], le fédéralisme, l'autogestion, l'horizontalité et l'action directe.

L'ULET – AIT est composée de personnes très diverses : couleurs, origine, famille de pensées, comportements et de goûts, regroupées sous les mêmes principes et qui s'organisent pour défendre leurs droits et lutter pour un monde libre, basé sur la solidarité et pour une autogestion économique et sociale du peuple libre. Elle est membre de l'Association Internationale des Travailleurs ( AIT – IWA ), comme la CNT-AIT en France.

Les premières mobilisations qui ont débuté le 28 avril exigeaient la suppression du projet de loi dite « de solidarité durable ». En quoi consiste cette loi et pourquoi a-t-elle été le déclencheur de manifestations massives ?

Cette loi n'est que la façon dont ils ont appelé la nouvelle réforme fiscale qu'ils veulent imposer au peuple Colombien. Cela comprenait de nombreuses taxes pour les travailleurs indépendants, ainsi qu'une augmentation de la TVA sur les produits de première nécessité ( panier familial ) jusqu'à 19% de TVA ( taxe sur la valeur ajoutée ). Ils ont aussi souhaité augmenter le prix du lait infantile pour les bébés de moins de six mois, ce qui est totalement inhumain dans un pays où les enfants meurent de faim. En plus de l'augmentation du prix de la nourriture, le prix du carburant et même celui des services funéraires a augmenté.

Les conditions de vie déjà précaires de la population étaient encore plus menacées par la loi promue par le parti au pouvoir. Ceci, combiné à l'insécurité de l'emploi et aux inégalités, a été le détonateur de ce qui se vit actuellement en Colombie, une atmosphère de rébellion et de protestation.

Les raisons à l'origine de la contestation ont été dépassées dès le premier moment, se sont ajoutés aux revendications la fin du féminicide, l'opposition aux méga-projets miniers ou de fracturation hydraulique pour l'extraction pétrolière, le respect des peuples indiens autochtones ou les revendications des

étudiants. Quelles sont les demandes que soutient le mouvement ?

On demande l'abandon de la réforme de la santé ( ce qui est effectif depuis aujourd'hui, 22 mai ). L'une des principales revendications est la réforme de la police, car elle a un long historique de violations des droits de l'homme qui vont des détentions arbitraires aux viols, aux disparitions et jusqu'aux meurtres.

Les peuples autochtones demandent que leur territoire et leurs traditions soient respectées, mais ils demandent aussi l'accès aux services de santé, car ils ont été durement touchés par la pandémie actuelle.

A un autre niveau il existe une demande générale de conditions de travail décentes: en Colombie, un sénateur gagne plus de 30 fois le salaire minimum d'un travailleur. [la Colombie est un des pays où l'écart entre les plus riches et les plus pauvres est le plus grand du monde]

Un autre gros problème est le secteur agricole, la signature d'accords de libre-échange avec différents pays [dont l'Union européenne] a

conduit à l'importation de nombreux produits alimentaires, générant une crise dans le secteur paysan. Par conséquent, notre Union ULET demande de meilleurs moyens pour mettre les produits sur le marché ainsi que l'élimination de ces dynamiques d'importation.

L'une des revendications est la démission du président de droite Iván Duque. Ce rejet du gouvernement est-il capitalisé par le parti d'opposition,

mené par Gustavo Petro ? Ou bien les manifestations se tiennent-elles à distance des partis politiques ?

Les manifestations répondent à la clameur populaire et au réflexe collectif ; elles ne sont pas soumises aux partis politiques qui ont vu dans ce processus l'occasion de faire du prosélytisme.

**On voit des images et on lit des rapports de quartiers soulevés, avec une forte mobilisation et dans lesquels les forces de l'ordre ont même été expulsées. Comment ces lieux sont-ils organisés ? De nouvelles structures ont-elles été créées pour permettre l'auto-organisation du quartier ou existaient-elles déjà auparavant ?**

Les quartiers sont organisés à travers les différents collectifs politiques présents dans les territoires et ceux-ci permettent à leur tour l'articulation avec les habitants des quartiers. Il y a des espaces [sortes de centres sociaux] qui disposent d'une soupe communautaire, de groupes artistiques et de groupes de première ligne prêts à affronter la police. Ces espaces sont entretenus avec la solidarité de ceux qui les habitent et sont le produit de processus politiques et protestataires



générés au fil des ans.

**Dans des endroits comme Cali, nous avons pu voir des peuples autochtones affluer vers la ville pour se joindre aux marches. Quelles sont leurs revendications et comment participent-ils aux manifestations ?**

Ils participent en apportant de la nourriture et aussi en intervenant sur les questions de sécurité. Ils contribuent aussi avec la diffusion de leur savoir, car ici, en Colombie, beaucoup de personnes ont un grand respect pour la sagesse ancestrale que possèdent ces peuples. Les peuples autochtones protestent pour que leurs droits en tant que peuples autochtones soient respectés et que leur territoire soit préservé en éloignant les projets miniers extractivistes. Ajouté à cela, ils demandent qu'ils ne soient pas criminalisés car ils sont souvent qualifiés de guérilleros, de terroristes ou de trafiquants de drogue. Les autres exigences concernent la santé et les routes d'accès.

**Bien que les manifestations aient un cadre idéologique très large, on constate une forte participation des groupes anarchistes. Quel rôle joue l'anarchisme dans les mobilisations ?**

Depuis les habitants d'un quartier ou d'un territoire décident de s'organiser sans dépendre d'aucun parti politique, ils agissent selon la philosophie anarchiste, et cèdent la place à la participation de collectifs liés à la dite proposition. La participation consiste à se donner la main pour mener à bien les activités d'organisation, gérer les mobilisations et maintenir l'horizontalité des espaces.

**Les forces de sécurité Colombiennes ont une longue histoire de répression et de violation des droits de l'homme. Comment se déroule la répression du mouvement par le Gouvernement ?**

La répression gouvernementale consiste à envoyer des forces de police anti - émeute [ESMAD]. La répression est autant physique que psychologique. Lors d'une manifestation, des personnes peuvent être blessées et perdre leurs yeux [par des tirs de LBD, comme en France pendant les Gilets jaunes], subir des abus sexuels [et des viols] ; il y a des disparitions et même des meurtres. Dans de nombreux sites de protestation, ils ont choisi de couper l'électricité du quartier, laissant les rues sans éclairage et commençant la nuit venue à tirer avec des armes à feu sur les manifestants.

Une autre stratégie consiste à passer dans des voitures banalisées, sans aucun signe distinctif indiquant qu'il s'agit de la police, et à assassiner les manifestants dans la rue. Ils ont aussi des complices parmi les habitants des quartiers riches qui sortent dans la rue pour tirer sur les manifestants.

**Nous lisons d'innombrables rapports d'abus sexuels et de violence contre les femmes. Est-ce une pratique courante parmi les forces de sécurité ?**

Oui, c'est une pratique courante parmi les forces armées de l'Etat [En Colombie la police dépend de l'armée]. Ils pratiquent les viols et



les féminicides, depuis de nombreuses années. Même dans les familles de policiers et de militaires, il a été rapporté de nombreux cas de maltraitance physiques contre leurs propres femmes ! Malgré tout cela, ils jouissent d'une totale impunité.

**Des manifestations et autres démonstrations de solidarité internationale ont lieu à l'extérieur de la Colombie. Ces informations vous parviennent - elles ? Que pouvons-nous faire de l'étranger pour soutenir votre combat ?**

Oui, ces informations nous parviennent et elles nous donnent de la force. Nous sommes reconnaissants que ressentent notre douleur et notre rébellion soit ressentie. Nous avons reçu un grand soutien des pays d'Amérique du Sud et d'Europe, en particulier en Espagne. Nous vous invitons à continuer le boycott, à diffuser nos dénonciations de la répression. Cela fait chaud au cœur de lire des messages venus d'autres contrées tandis que nous comptons les morts chaque nuit.

=====

Note des traducteurs

Des campagnes de solidarités menées par l'AIT sont en cours, notamment des appels aux ambassades et consulats de Colombie. Si vous souhaitez vous y joindre, nous contacter pour être tenus informés des initiatives. contact [ at ] cnt-ait.info



## Espagne 1936, Ethiopie 2021 : la lutte contre le fascisme continue ...

Il y a 80 ans, au camp de concentration du Vernet d'Ariège, mourrait Teclé HAGOS. La plaque sur sa tombe indique « 19 août 1941, Ethiopien ». On ne sait pas grand-chose de sa vie, si ce n'est qu'il faisait vraisemblablement partie d'un groupe d'une douzaine d'étudiants originaires de la corne de l'Afrique, qui s'étaient rendus en Espagne à l'été 1936. L'annonce d'une Révolution, faite par des ouvriers et des paysans, des gens simples, qui avait triomphé du fascisme le 19 juillet 1936 les avaient enthousiasmés, eux qui avaient vu ce même fascisme s'emparer de leur terre quelques mois auparavant.

Étaient-ils Amhara, Tigréen ou Oromo ou d'une autre ethnie Ethiopienne ? Nous ne le savons pas et à vrai dire cela ne nous intéresse pas. Teclé Hagos et ses compagnons n'étaient pas venus donner leur jeunesse pour la Catalogne, l'Aragon, l'Andalousie, ni même pour l'Espagne, mais pour débarrasser l'Humanité du fascisme. Et aussi parce qu'ils partageaient avec les révolutionnaires Espagnols une idée universelle : celle de la Liberté par l'Égalité et dans la Solidarité.

Là, dans cette corne de l'Europe, ces fils de la corne de l'Afrique avaient partagé les espoirs libertaires de ce peuple qui se mettait à rêver à voix haute. Ils en avaient aussi partagé les désillusions, une fois que les politiciens avaient repris leur pouvoir dans la république Espagnole. Comme les anarchistes de la CNT-AIT et les militants du POUM, ils furent accusés par les communistes de « trahison » et connurent eux aussi les prisons républicaines ... Enfin ils en partagèrent leurs drames, rejoignant la cohorte de ceux à l'hiver 39 prirent les chemins de l'exil à travers les Pyrénées ... Ils connurent alors l'accueil par la république – Française cette fois – qui les parqua comme des chiens dans des camps de concentration. Anarchistes Espagnols, antifascistes Ethiopiens ou Allemands, juifs apatrides, tout cela constituait, aux yeux de la république et des « biens pensants », des « étrangers indésirables », pour reprendre le terme administratif, "la lie de la terre", pour reprendre l'expression de l'écrivain Britannique Artur Koestler qui fut lui aussi interné au Vernet.

**C'est la canaille ? Et bien j'en suis disaient aussi les communards !**  
Aujourd'hui, l'Éthiopie est de nouveau en proie à la menace fasciste. Elle ne vient plus de l'étranger, comme en 1935. Le Premier Ministre Ethiopien, Abiy Ahmed, ironiquement titulaire du Prix Nobel de la Paix de 2019, rêve de rétablir l'empire d'Éthiopie, et

mène actuellement une guerre d'anéantissement contre la province du Tigré, en jouant la carte de la différenciation ethnique. Enlèvement et torture des opposants, assassinats de masse, viols, utilisation de troupes mercenaires étrangères et de milices autochtones... Les mêmes méthodes qu'utilisaient Franco et ses sbires en 1936 qui sont appliqués aujourd'hui en Éthiopie.

Ces horreurs feraient presque oublier que le parti au pouvoir au Tigré (le front de libération du peuple du Tigré, TPLF) est usé, autoritaire et corrompu, et ne vaut guère mieux...

Pendant ce temps, l'Onu envoie des messages d'indignation contre les massacres et la famine organisée, aussi efficaces que ceux de la SDN en son temps, la Russie signe un accord militaire avec l'

Éthiopie, la Turquie lui envoie des drones. Et la France a signé un accord de coopération militaire en 2019... Il n'y aura pas de brigades internationales pour le Tigré, ce conflit n'intéresse aucune parti car il n'y a pas de bénéfice électoral à faire en affichant sa solidarité avec une zone aride et pauvre

Rare sont ceux qui tels nos compagnons des anarchistes de la Corne de l'Afrique osent exprimer dans cette fureur de folie guerrière leur rêves d'un autre futur libertaire, enfin

débarassé des haines identitaires, en lançant à tous les belligérants pour qu'ils déposent les armes.

Liberté et solidarité !

ገደንገና ትብብር (Amharic) / ናጽነትን ምትሕብብርን (Tigrinya)  
**Bilisummaa fi obbolummaa (Afaan Oromo) /**  
**Xorriyad iyo midnimo (Somali)**

Pour en savoir plus ou rejoindre le réseau de de solidarité autour de la campagne « il y a du sang dans mon café », vous pouvez consulter le site <http://bloodycoffee.org>

